



Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 27 juillet 2016 sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans le domaine de tension HTB

Contribution de la FNME-CGT

Comme lors des précédentes consultations, la CGT, en tant qu'organisation syndicale, apporte une vision sociale et humaine dans ses réponses à cette consultation mais aussi une approche de renforcement du service public, de la pérennité des entreprises et de la défense des consommateurs. Elle n'a pas vocation à répondre aux questions techniques autrement qu'en rappelant éventuellement des principes généraux.

Nous voyons tout le monde changer, entre réchauffements climatiques, impacts environnementaux, transition énergétique, accès toujours plus nécessaire à l'énergie. L'électricité semble être l'énergie du futur. L'électricité étant devenue indispensable et essentielle, son accès est vital. Ce constat doit pousser à trouver des réponses qui donnent plus de moyens au Service Public, au travers d'un TURPE de « haut niveau » qui permette à la fois :

- d'exploiter et maintenir l'existant,
- de réhabiliter et développer le réseau pour l'adapter aux nouveaux enjeux,
- d'envisager le futur au travers d'une politique poussée de R&D et d'une GPEC ambitieuse,
- de ré-internaliser un maximum de missions et activités, afin de mieux les maîtriser, et que cela soit source d'économie au travers d'une maîtrise global des processus,
- de développer aussi de nouvelles missions et activités,
- et, pour répondre à tous ces points, la CRE ne doit plus demander directement ou indirectement une baisse des effectifs de RTE. Cela a déjà conduit l'entreprise vers des difficultés mettant en cause son cœur de métier.

Rappel de quelques grandes lignes directrices déjà présentes dans notre réponse à la consultation du mois de mai :

La CGT réaffirme son attachement au rôle du service public du transport d'électricité dans les équilibres territoriaux, en particulier au travers de la péréquation tarifaire. Ce maintien de l'unicité de traitement est un objectif qui guide les réponses de la CGT aux consultations de la CRE.

La CGT considère que les tarifs réglementés de vente sont une garantie pour le consommateur et qu'ils doivent perdurer. Ce ne sont pas eux qui engendrent des coûts supplémentaires pour l'utilisateur mais bien la libéralisation doctrinale du secteur de l'électricité qui ne permet pas d'atteindre l'optimum technico-économique. Ainsi la séparation imposée entre « la Production » et « le Transport » ou en matière de réseau entre « Transport » et « Distribution » se traduisent par une désoptimisation durable du système électrique, des économies d'échelle amoindries, la création de « niches » dans lesquelles des affairistes viennent capter de la valeur sans qu'un retour soit possible vers les usagers.



Par ailleurs, la CGT attire l'attention sur les conséquences sociales des choix qui pourraient intervenir et qui modifieraient la structure tarifaire actuelle au détriment des clients particuliers, en particulier des ménages les plus modestes.

Les modifications éventuelles des structures tarifaires ne doivent pas servir à dissimuler, via une complexification des tarifs, une hausse de ceux-ci.

En particulier, la structure des tarifs d'utilisation des réseaux de transport ne saurait entraîner des déséquilibres entre segments de populations au regard de leur capacité économique effective à répondre aux signaux de prix, ou une différenciation de traitement entre les territoires en négation des solidarités et de la péréquation nécessaires. Toute nouvelle structure qui privilégierait une approche "punitif" de la gestion des pointes ou de la flexibilité des ENR au détriment d'une approche plus citoyenne ne rencontrerait pas notre adhésion.

Il faut décorréliser la gestion des pointes consommation de celle de la flexibilité des ENR car si les thématiques peuvent sembler identiques les solutions ne sont pas nécessairement les mêmes.

La structure du TURPE HTB doit refléter les coûts et les recettes de RTE. Il faut effectivement savoir regarder le passé et donc le réaliser mais aussi se projeter dans l'avenir pour anticiper les évolutions prévisibles de consommation sinon le tarif HTB aura toujours un temps de retard qui pourrait se traduire par un surcoût pour RTE. Par exemple, l'écart entre des recettes mal calibrées et les dépenses en matière de R&D, de GPEC et de capacité à se développer peut conduire à mettre en cause la capacité de RTE à assurer ses missions et à répondre aux enjeux d'avenir nécessaires. Dans ces thématiques le temps perdu se rattrape difficilement.

Nous déplorons encore que les investissements sur les réseaux de répartition et de distribution ne fassent toujours pas l'objet d'une plus grande optimisation entre ENEDIS et RTE et n'apportent pas une plus grande économie d'échelle.

Bien qu'elle soit extrêmement attentive à la situation de l'industrie française, la CGT n'accepte toujours pas que le transfert du coût d'utilisation des réseaux des clients gros consommateurs (type industriel électro-intensifs) vers les particuliers ne soit mis en place sans qu'un mécanisme de contrôle des retombées pour la collectivité existent.

Les tarifs maîtrisés pour les électro-intensifs sont une garantie de la localisation industrielle. Pour autant, il est nécessaire d'apprécier l'impact (sur les entreprises incriminées) réel de la baisse du prix des KWh électriques et thermiques en termes d'emplois, d'investissements et d'activités.

Si nous souhaitons une énergie compétitive pour ces entreprises, la perte de recettes pour le TURPE qui constitue l'essentiel des recettes de RTE (et qui permet un prix d'acheminement identique sur l'ensemble du territoire), va retomber nécessairement sur d'autres, les ménages et les PME-PMI.

Nous préconisons un engagement plus grand des gestionnaires de réseau dans la gestion des pointes de consommation et de la flexibilité des ENR.

Nous demandons également à la CRE d'introduire dans le système tarifaire une limitation de la prise de dividendes sur le résultat des gestionnaires de réseau pour éviter toute dérive liée à une politique financière de court terme qui serait contraire aux engagements à long terme des gestionnaires.

Ceci pourrait être mis en œuvre via une diminution de la partie rémunération du capital du CMPC et aussi, comme indiqué dans certaines réponses, une diminution de la rémunération du risque inclus dans ce même CMPC. En contrepartie, plus de postes devraient être inclus dans le CRCP et la CRE devrait plus contrôler le réalisé des charges de RTE.

Nous remarquons que le régulateur est très suspicieux vis-à-vis de RTE. Il est certainement dans son rôle mais nous préférierions une implication plus grande de la CRE dans le suivi des coûts et investissements de RTE plutôt que la mise en place d'une multitude de régulation incitative. RTE est une entreprise qui se doit d'avoir le service public et donc l'intérêt général chevillé au corps.

Question 1 : Quel est votre retour d'expérience sur le TURPE 4 HTB entré en vigueur le 1er août 2013 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur le bilan du TURPE 4 HTB ?

Le TURPE4 a permis à RTE de couvrir ses coûts.

Concernant les postes éligibles au CRCP, les écarts constatés entre les coûts ou recettes réels et ceux prévus ne posent pas de problèmes car ils sont restitués aux usagers.

Toutefois, les écarts sur les postes non éligibles, qui sont favorables à RTE sur la période, peuvent provenir d'erreurs d'appréciation ou de précautions ou de difficultés de prévision. La mise sous pression des fournisseurs et des salariés, afin de dégager «des marges», devient une réalité dangereuse et improductive ? Nous notons que des dividendes importants ont été prélevés sur ces écarts.

Nous proposons donc de reprendre sur les dividendes futurs ces dividendes perçus et de relâcher la pression sur les gains de productivité.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans environ pour le prochain tarif de RTE ? Sinon, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ?

Une durée de quatre ans semble très pertinente et permet un retour d'expérience et/ou des évolutions tarifaires au plus près des aléas éventuels.

Question 3 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation de RTE selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

Ces incitations à la productivité sont contre-productives et ne permettent pas de gains dans la durée. Ces incitations favorisent à la fois une gestion à court terme du Réseau Public de Transport et aussi de l'entreprise. Un contrôle plus présent de la part du régulateur sur ces charges semblerait plus efficace.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE pour le financement de la constitution des réserves d'équilibrage ? En particulier, êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'une régulation incitative pour ce poste ?

Nous ne sommes pas partisans de mettre en place une régulation incitative sur les réserves d'équilibrage car nous pensons que cela peut s'avérer dangereux voire désastreux pour la sûreté système en incitant le gestionnaire de réseau à prendre des risques pour des questions financières. D'ailleurs dans la consultation la CRE donne bien comme justificatif "afin d'inciter RTE à diminuer les volumes globaux de constitution des réserves" or ces volumes sont liés à des règles ENTSOE acceptées par tous. Que cherche le régulateur avec cette proposition ?

Question 5 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas inclure dans le CRCP les charges relatives aux Services système tension pour le TURPE 5 HTB ?

Non. Il semble utile de faire figurer ces services essentiels dans le CRCP pour éviter toutes dérives dans un sens ou dans l'autre.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inclure les pénalités des appels d'offres pour les réserves rapide et complémentaires et celles des services système fréquence et tension à 100 % au CRCP ?

Oui.

Question 7 : Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les projets d'interconnexion ?

Ce mécanisme d'incitation ne prend pas en compte l'extrême imprécision des prévisions de recettes liées aux interconnexions. Par exemple, l'arrivée d'une interconnexion "privée" sur une frontière pourrait remettre en compte la rentabilité attendue d'une interconnexion "publique" et en plus le GRT serait pénalisé sur un mauvais résultat pour lequel il ne serait en rien responsable. Il serait plus utile de prévoir un cadre réglementaire affiné vis-à-vis de la justification de tels projets.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le mécanisme incitatif envisagé pour les nouveaux projets de RTE ?

Les conséquences précises de ce mécanisme incitatif pour le GRT doivent être examinées, par exemple, celles liées à la phrase "l'actif entrera dans la BAR à sa valeur réelle lors de sa mise en service".

Nous préférons que la CRE audite les principaux projets réalisés pour vérifier l'adéquation des coûts du GRT.

De plus, écrire que l'imputation au CRCP des écarts de charges d'investissements "limite l'incitation de l'opérateur à maîtriser ses coûts d'investissements" relève du procès d'intention. Nous aimerions que le régulateur s'appuie sur des faits.

Question 9 : Pensez-vous opportun d'étendre ce mécanisme aux projets déjà décidés par RTE ?

Changer les règles du jeu en cours de réalisation d'un projet est mal venu.

Nous ne sommes pas favorables à cette proposition.

Question 10 : Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les investissements « hors réseaux » ?

D'une manière globale, nous préférons que tous ces investissements rentrent dans le cadre du CRCP mais avec un contrôle de la CRE plus important sur le réalisé et qu'en contrepartie la partie rémunération du risque du CMCP soit extrêmement réduite.

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?

Il est difficile d'appréhender toutes les conséquences pour RTE et in fine pour les usagers de ces modifications. Nous pouvons souligner que même avec des efforts d'investissements immédiats les conséquences sur la qualité de service ne se font sentir que progressivement (au-delà d'une période tarifaire). Il ne faut pas que ces incitations soient considérées comme une machine à perdre systématiquement vu du GRT.

Question 12 : Etes-vous favorable à ce que les coupures provenant du RPT soient intégrées dans le périmètre du dispositif d'indemnisation pour coupures longues qui s'appliquerait aux GRD pour le TURPE 5 HTB ?

Oui tout à fait car les gestionnaires de réseau peuvent être co-responsables d'une coupure et doivent coopérer d'une manière plus importante.

Question 13 : Estimez-vous souhaitable de mettre en place une régulation incitative de la qualité de service de RTE dans le TURPE 5 HTB ? Si oui, dans quels domaines ?

A trop vouloir inciter, il peut se produire l'effet inverse de celui recherché donc nous ne sommes pas favorables à la mise en place d'une nouvelle régulation incitative.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que RTE publie ses indicateurs de suivi de la qualité de service ?

Oui. Le GRT ne doit rien avoir à cacher.

Question 15 : Etes-vous favorable à la reconduction du cadre actuel de régulation de la R&D ?

Oui mais en laissant des marges de manœuvres à l'entreprise eut égard aux évolutions attendues ou espérées.

Question 16 : Quelle est votre analyse de la trajectoire et du programme des dépenses de R&D prévus par RTE pour le TURPE 5 HTB ?

Il est primordial de soutenir la recherche dans cette période et l'augmentation de la trajectoire envisagée est un plus. Néanmoins, nous sommes encore loin des objectifs fixés au niveau européen. Par contre, le refus de la CRE de pouvoir inclure un programme de R&D supplémentaire en cours de période ne nous semble pas adéquat. Cela pourrait être effectué sous son contrôle et avec son accord.

Question 17 : Etes-vous favorable à l'introduction dans le TURPE 5 HTB de la possibilité de prendre en compte des projets de déploiement des réseaux électriques intelligents proposés par RTE en cours de période tarifaire ?

Oui. Il faut être actif et réactif dans ces domaines.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'inciter RTE à réduire le coût total des pertes ?

Non. Si les prix sur le marché de gros repartent à la hausse brusquement, l'écart entre la référence tarifaire et le coût réel risque de conduire RTE à supporter des coûts très importants. A moins que la méthodologie confidentielle du calcul du coût de référence prenne en compte ce risque-là.

Question 19 : Etes-vous favorable au mécanisme d'incitation sur les pertes envisagé par la CRE ?

Non. Ce mécanisme n'incitera à rien.

Question 20 : Le taux de partage envisagé vous semble-t-il cohérent avec le degré de maîtrise dont dispose RTE sur ce poste de coût ?

Absolument pas. Ce mécanisme de régulation incitative et ce taux de partage risquent de conduire RTE à des achats de couverture plus importants qu'actuellement conduisant à minimiser les opportunités de dernières minutes. Les marges de manœuvre de RTE aussi bien sur le volume des pertes que sur le coût moyen sont déjà largement employées et il paraît illusoire d'espérer des gains conséquents sur ce poste avec une telle incitation.

Question 21 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le partage de responsabilité entre les lauréats des appels d'offres passés et RTE pour le raccordement des éoliennes en mer ?

Oui.

Question 22 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation du raccordement des éoliennes en mer ?

En cas d'élaboration d'un mécanisme d'indemnisation liée à une avarie de longue durée d'un raccordement, il faut donner à RTE les moyens d'intervenir dans des délais raisonnables donc un budget d'exploitation de ces raccordements incluant la mobilisation des équipes et des moyens intervenants.

Question 23 : Etes-vous favorable à la reconduction des principes de fonctionnement du CRCP ? Sinon, quelles seraient, selon vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?

Tout à fait favorable à la reconduction du CRCP.

Question 24 : Etes-vous favorable aux évolutions de périmètre du CRCP envisagées par la CRE ?

Oui à l'exception de l'exclusion des charges de capital associées aux systèmes d'information, à la logistique et à l'immobilier. Ces charges doivent toujours être éligibles au CRCP.

Question 25 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous concernant le niveau des charges à couvrir par le TURPE 5 HTB, dans les conditions envisagées par la CRE ?

Pourquoi pas mais cela ne réduirait-il pas le TURPE5 à une durée de 2 ans ?

Question 26 : Etes-vous d'accord avec les ajustements envisagés par la CRE sur les achats liés au système électrique ?

Le plus gros écart avec la demande RTE se situe sur l'achat des services système. L'argumentation développée par le régulateur pour justifier cet écart est insuffisamment expliquée et justifiée. Nous espérons qu'il ne s'agit pas là d'un moyen de minimiser la hausse tarifaire au détriment d'une composante vitale de la sûreté du système électrique. Même si la CRE promet de réexaminer le tarif en cas de dérapage des coûts, nous trouvons qu'il est dangereux pour la sûreté du système électrique de jouer avec le coût des services système. Le risque est fort que RTE soit, in fine, toujours considéré comme responsable du moindre problème à ce niveau, et que le régulateur ne soit pas réellement comptable devant la nation alors qu'il en sera bien le principal responsable.

Question 27 : Que pensez-vous de la fourchette de charges nettes de fonctionnement envisagée par la CRE ?

Nous n'avons pas d'opinion sur le niveau de charges nettes à couvrir car nous ne disposons pas des informations nécessaires permettant d'avoir une connaissance fine du dossier.

Néanmoins nous pouvons émettre 2 remarques :

- L'introduction d'une grande partie des écarts dans le CRCP permettrait de sécuriser le gestionnaire de réseau et l'utilisateur.
- Des hypothèses émises par le consultant (notamment sur les impôts) ressemblent plus à une opinion ou une espérance qu'à une analyse bien étayée.

Nous espérons qu'il ne s'agit pas là pour la CRE d'imposer d'une façon déguisée, des gains de productivité à RTE au détriment de l'emploi et des salaires.

Nous le réaffirmons avec force, l'entreprise et surtout ses salariés n'ont plus les moyens de supporter de nouvelles baisses d'effectifs. Les entités opérationnelles sont arrivées au bout de leur trajectoire de productivité. Si des économies sont réclamées par la CRE, il faut ponctionner la prise de dividendes des actionnaires. Là se trouve la véritable manne.

Question 28 : Etes-vous d'accord avec la trajectoire de recettes d'interconnexion envisagée par la CRE ?

Nous n'avons pas d'opinion sur cette trajectoire.

Question 29 : Etes-vous favorable aux demandes de RTE d'évolution de la méthode de calcul des charges de capital ?

Oui pour la BAR à mi-année et pour la rémunération des actifs amortis. Pour les actifs subventionnés, il faudra prendre en compte d'une manière ou d'une autre le coût des dispositifs permettant le dépannage des liaisons avec les parcs off-shore qui doivent représenter le plus grand risque opérationnel pour RTE.

Question 30 : Que pensez-vous de la fourchette de coût moyen pondéré du capital envisagée par la CRE ?

Pour la FNME-CGT, le CMPC doit couvrir le coût de la dette de RTE et ne doit pas laisser une place importante à la rémunération de l'actionnaire. Une baisse significative du CMPC permettrait de modérer les hausses tarifaires.

Question 31 : Que pensez-vous de la trajectoire d'investissements présentée par RTE ?

Nous espérons que cette trajectoire d'investissements couvre bien les besoins pour la période tarifaire. Nous envisageons avec satisfaction le contrôle accru que la CRE souhaite exercer sur les investissements RTE.

Question 32 : Que pensez-vous des hypothèses d'évolution de la consommation présentées par RTE ?

Il est clair qu'en raison de la loi LTECV et du développement des énergies renouvelables les soutirages nets vont décroître sur la période tarifaire. La CRE devrait prendre en compte dès maintenant cette évolution.

Question 33 : Avez-vous toute autre remarque sur le prochain tarif TURPE 5 HTB ?

Il est important que le tarif couvre les coûts de RTE. Des considérations ou des pressions, par exemple pour ne pas augmenter le coût de l'électricité à la veille d'une échéance électorale, ne doivent pas interférer avec la fixation du niveau de tarif. Celui-ci doit être justifié et ne pas conduire à de nouveaux renoncements par manque de moyens humains et financiers.